

Ethnicité, militarisme et droits de la personne en Afrique du Sud et en Israël

Richard Lee

Volume 7, Number 2, 1983

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006129ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006129ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lee, R. (1983). Ethnicité, militarisme et droits de la personne en Afrique du Sud et en Israël. *Anthropologie et Sociétés*, 7(2), 15–22.

<https://doi.org/10.7202/006129ar>

ETHNICITÉ, MILITARISME ET DROITS DE LA PERSONNE EN AFRIQUE DU SUD ET EN ISRAËL*



Richard Lee
Département d'anthropologie
Université de Toronto

Compte tenu du sujet dont je vais traiter, je tiens d'abord à dire que je parle en tant que Juif et comme défenseur du droit à l'existence de l'État d'Israël. Au cours des derniers mois, j'ai travaillé avec un groupe, le *Committee of Concerned Canadian Jews*, qui s'oppose à l'invasion du Liban par Israël et combat l'impérialisme israélien. Depuis 1975, j'ai aussi travaillé avec le *Toronto Committee for the Liberation of South Africa* (TCLSAC). Ces deux groupes se préoccupent principalement du thème de ce symposium : les droits de la personne et leur violation dans le monde aujourd'hui.

Il existe deux approches différentes pour parler de l'Afrique du Sud et d'Israël. L'une consiste à parler des liens actuels — diplomatiques, militaires et économiques — entre Israël et l'Afrique du Sud ; l'autre à comparer les structures économique et sociale des deux sociétés, les idéologies de leurs groupes dominants, la spécificité politique de leur État et l'orientation qu'elles sont en train de se donner.

Dans cet article, j'utilise cette dernière approche puisque je m'intéresse plutôt à la sociologie comparative qu'à retracer les nombreux liens existant entre ces deux sociétés, une perspective tout de même manifestement importante et fort intéressante¹. Tout essai de sociologie comparative doit avoir un but sous-jacent. On peut se demander à quoi sert cette comparaison. Par exemple, plusieurs sympathisants de l'État d'Israël soutiendraient qu'une telle comparaison sert uniquement à calomnier ou délégitimer Israël. Je compte toutefois démontrer tout le contraire : en explorant la dynamique du développement de deux colonies de peuplement et la façon dont elles évoluent dans des directions réactionnaires parallèles, et en resituant le tout dans un contexte plus large du système impérialiste, j'espère éveiller les gens de bonne volonté aux dangers que représente cette direction. Fondamentalement, je nourris l'espoir qu'il soit possible de changer la direction prise par la société israélienne et de conjurer le désastre qui la guette.

Je soutiendrai qu'il existe plusieurs convergences et parallèles assez frappants entre la politique, la sociologie et les tactiques militaires israéliennes et sud-africaines, ce qui

* Communication présentée au Symposium « Anthropologie et droits de la personne dans les années 1980 », organisé par Frances Rothstein au Congrès annuel de l'American Anthropological Association, Washington, D.C., le 6 décembre 1982.

Les opinions exprimées ici sont personnelles et ne reflètent pas nécessairement les politiques des groupes auxquels je suis lié.

1. Ces liens comprennent les relations commerciales extensives, l'industrie du diamant, la collaboration militaire en général et nucléaire en particulier ainsi que la coopération scientifique et diplomatique. Chacun considère l'autre, ainsi que les États-Unis, comme son plus proche allié.

s'avère particulièrement juste à l'examen des politiques des deux États envers les peuples d'origine ethnique différente sous leur gouverne. Faire ressortir ces parallèles nous aidera à comprendre les sociétés israélienne et sud-africaine².

Je soutiendrai aussi qu'il existe des différences importantes entre les deux formations sociales : dans l'histoire des groupes dominants et dans l'alliance de classes et de forces ethniques à l'intérieur de chacune des sociétés. Il serait donc erroné de trop insister sur les parallèles. Aussi aborderons-nous cet essai l'esprit ouvert.

■ Similitudes et différences

L'Afrique du Sud et Israël sont toutes deux des colonies de peuplement. Dans l'une, le groupe dominant se compose d'une minorité blanche de souche anglaise et d'Afrikaners ; dans l'autre, d'une majorité juive. Colonisée au 17^e siècle, l'Afrique du Sud est devenue un pays indépendant en 1910. Quant à Israël, il a été repeuplé par les Juifs dès le début des années 1900 et a obtenu son indépendance en 1948.

Ces deux pays partagent certaines expériences historiques. Chacun d'eux a mené une guerre d'indépendance contre l'Angleterre. Alors que la Guerre des Boers de 1899-1902 a été perdue par ceux-ci et gagnée par les Anglais, les Israéliens ont gagné leur indépendance contre l'Angleterre bien que leur lutte principale n'ait pas été avec le pouvoir britannique comme tel, mais plutôt avec les cinq nations arabes qui les ont envahis après l'obtention de leur indépendance.

En outre, les deux pays représentent des postes avancés de l'Alliance Occidentale, des puissances de l'Atlantique Nord, dans des parties stratégiques du monde ; l'un contrôle la route du Cap et les richesses minières de l'Afrique méridionale et l'autre le Canal de Suez, porte du pétrole au Moyen-Orient.

L'un et l'autre gouvernement aussi un très grand nombre de sujets d'origine ethnique diverse. Leur idéologie dominante, une idéologie de supériorité raciale ou ethnique, sépare le groupe dominant du reste de la population environnante.

Tous deux possèdent également une législation discriminatoire fortement ancrée qui crée des classes de citoyenneté. Pendant de nombreuses années, seuls les 4 000 000 de Blancs d'Afrique du Sud ont eu droit de vote alors que tous les individus d'autres races en étaient exclus. Un processus de réadmission au suffrage de 3 000 000 d'Asiatiques et de personnes de couleur est actuellement en cours en Afrique du Sud mais les 20 000 000 de Noirs n'y ont toujours pas droit de vote. En Israël, il ne s'agit pas tellement d'une question de droit de vote puisque 3 000 000 de Juifs partagent ce droit avec un demi million d'Arabes israéliens. Par contre, toute personne d'ascendance juive, qu'elle réside n'importe où dans le monde, a droit à la citoyenneté israélienne : il s'agit de la « Loi de Retour ». Ce même droit ne s'applique toutefois pas aux Musulmans ou aux Chrétiens qui peuvent vouloir immigrer en Israël. En ce qui concerne les syndicats ouvriers, les travailleurs Noirs sont encore totalement exclus des syndicats Blancs sud-africains. En Israël, par contre, des travailleurs arabes se sont joints à l'Histadrout, la puissante alliance syndicale ouvrière qui soutient le Parti Travailleiste israélien.

Au départ, une nette différence se dégage du portrait politique global des deux États. Alors qu'il existe en Israël un mouvement pour la paix fort important et actif qui peut faire descendre 400 000 personnes dans la rue pour une démonstration anti-guerre, l'équivalent ne semble pas exister parmi la population blanche d'Afrique du Sud. Il y en a peut-être un, mais ses éléments sont fragmentés et inorganisés : faire descendre 4 000 Sud-Africains blancs dans la rue constituerait un succès majeur.

2. De tels essais ont été maintes fois entrepris : on a écrit au moins dix livres qui comparent Israël et l'Afrique du Sud.

■ Propriété foncière, main-d'oeuvre et politiques militaires

La propriété foncière, la main-d'oeuvre et les politiques militaires constituent le cœur du problème des droits de la personne. Regardons d'abord du côté de l'Afrique du Sud.

Les colons anglais et boers ont conquis et assimilé des millions d'autochtones dans l'État Sud-Africain à la fin du 19^e siècle; plus tard, ils ont étendu leur empire à la Namibie qu'ils ont de fait annexée après 1950. Depuis lors, l'Afrique du Sud n'a conquis aucun autre territoire — ce n'est sans doute pas faute d'avoir essayé — et, de fait, on y voit certaines manifestations de dévolution territoriale. Entre autres, nous sommes au courant de la séparation des Bantous et, plus spécifiquement, d'un récent traité intervenu avec le Swaziland qui donne aux Swazis un morceau de l'Afrique du Sud et un débouché sur la mer.

À l'opposé, Israël étend son territoire à pas de géant, ce qui constitue une différence majeure et c'est probablement une raison — quoique pas la seule — pour laquelle l'opinion publique s'intéresse beaucoup plus à Israël qu'à l'Afrique du Sud.

Israël a commencé son expansion en 1948-49, quand il a accru son territoire pendant la guerre d'indépendance. En fait, l'État d'Israël comprenait un territoire plus vaste, de l'ordre de 30%, que ce qui lui avait été alloué par le plan de partage des Nations-Unies. Puis, en 1967, les Israéliens se sont emparés de la Cisjordanie, de la Bande de Gaza, des Hauteurs du Golan et de la péninsule du Sinaï. Ils ont ensuite occupé, en 1982, une grande partie du Liban.

Quoi qu'ils en disent, il semble bien qu'ils resteront longtemps au Liban, peut-être même plusieurs années. Notons également que, tout en ayant renoncé au Sinaï lors du Traité de Paix avec l'Égypte en 1979, Israël a en réalité annexé une partie de la Syrie et de la Jordanie: les Hauteurs du Golan et Jérusalem Est et semble de plus résolu à annexer la Cisjordanie et la Bande de Gaza: toute la conduite du gouvernement actuel donne l'impression d'aller en ce sens³. Et il se pourrait bien que le Liban devienne la nouvelle Cisjordanie, point sur lequel je reviendrai bientôt.

Alors que l'Afrique du Sud donne l'impression de perdre du terrain, Israël prend au contraire de l'expansion, mais les similarités de leurs politiques foncières l'emportent et de loin sur les différences. Ainsi, toutes deux administrent de très vastes étendues de propriétés foncières dont les populations servent principalement de source de main-d'oeuvre à bon marché pour les économies sud-africaine et israélienne.

Des déplacements massifs de populations noires vers les « patries bantous » ont résulté du « South African Group Areas Act » des années 60. Si l'on connaît assez bien le sort de ces millions de personnes déplacées, on est par contre peut-être moins bien renseigné sur le fait que le même processus se déroule en Cisjordanie, à Gaza et à l'intérieur même d'Israël. Il existe à ce sujet des cas très bien documentés d'évictions et d'expropriations, aussi bien en Israël qu'en Cisjordanie⁴.

On a d'ailleurs estimé que, en Cisjordanie, au-delà de 20 000 Palestiniens ont été déplacés de force par l'occupation israélienne et qu'un nombre semblable d'Israéliens s'y sont installés dans plus d'une centaine de villages différents. Des autorités indépendantes estiment qu'environ un quart à un tiers de toutes les terres de la Cisjordanie sont maintenant entre les mains d'Israéliens.

Il est intéressant de se demander comment s'y prend Israël pour en arriver à cela sur un territoire couvert par la Convention de Genève de 1949, appliquée aux Territoires

3. Ajoutons que la politique du gouvernement travailliste s'orientait de toute façon dans cette direction avant 1977.

4. Le National Lawyers' Guild 1977 Middle East Delegation Report intitulé « Treatment of Palestinians in Israeli-Occupied West Bank and Gaza » constitue la meilleure source d'information sur le sujet.

Occupés. Premièrement, ils utilisent une « Réglementation de Défense d'Urgence » peu connue qui remonte à 1945, durant le Mandat Britannique, et encore en vigueur en Israël dans les années 70 et 80, selon laquelle le pouvoir du Mandat ou, dans ce cas-ci, le pouvoir de l'occupation israélienne peut exproprier tout territoire pour des raisons de sécurité.

Deuxièmement, ils invoquent un Ordre du Conseil concernant l'abandon de propriété. Pendant la guerre de 1967, des dizaines de milliers de Palestiniens ont fui vers la Transjordanie et quand le cessez-le-feu fut déclaré, Israël ne les a pas laissé revenir en Cisjordanie. Trois ans plus tard, leurs terres étaient confisquées pour des motifs d'abandon!

On utilise aussi la méthode de l'achat contractuel. Durant le Mandat Palestinien, le Fonds National Juif achetait des Arabes des terres sur lesquelles on installait des colons juifs, ce qui se fait encore en Cisjordanie dans les années 80. Notons que ces trois méthodes ont été largement utilisées après 1948 pour s'approprier des milliers d'hectares de terre arabe située à l'intérieur d'Israël.

L'achat et l'expropriation de terre en Cisjordanie sont très fortement liés aux politiques de colonisation. En effet, malgré une opposition presque unanime des habitants locaux palestiniens, des membres de la Knesset, des Nations-Unies et de l'opinion mondiale, Israël y a ouvert des centaines de colonies de peuplement juif. Les présidents Reagan, Carter et Ford se sont tous opposés à cette politique de peuplement. Mais le processus de colonisation s'est néanmoins grandement accéléré au cours de la dernière année⁵. En effet, Israël construit en Cisjordanie des immeubles et des unités résidentielles par milliers pour des occupants juifs, ce qui a pour conséquence de lier les aspirations de toute une génération de jeunes mariés israéliens à ses politiques. En Israël, on doit attendre jusqu'à dix ans pour obtenir une maison mais si on consent à vivre en Cisjordanie, on peut avoir une maison ou un condominium en moins de deux ans⁶. Les planificateurs parlent maintenant d'un « seuil critique » de 100 000 colons qu'ils espèrent atteindre d'ici 1985, ce qui représente la limite au-delà de laquelle il deviendrait politiquement impossible pour Israël de céder la Cisjordanie lors d'un règlement pacifique.

Je trouve ce processus fort intéressant: c'est un scénario classique de peuplement colonial qui nous rappelle la Rhodésie du Sud ou la Namibie ou, pour pousser plus loin, l'Algérie ou l'Ulster. On amène des colons tout à fait corrects, idéologiquement parlant; ils s'installent puis, quant vient le moment de la revendication de leur indépendance par les autochtones, ceux-ci peuvent dire « Et nous? n'avons-nous aucun droit? » Ça a fonctionné dans les années 1890 et 1930, mais la question est de savoir si Israël peut y arriver dans les années 80.

Passons à la question de la main-d'oeuvre. Depuis 1967, la croissance rapide de la main-d'oeuvre palestinienne constitue l'un des faits nouveaux les plus dramatiques. Chaque jour, quelque 60 000 à 100 000 travailleurs traversent la Ligne Verte de Cisjordanie ou de Gaza en Israël et retournent chez eux à la fin de la journée. La situation ressemble beaucoup à celle de l'Afrique du Sud: des milliers de travailleurs Noirs qui vivent dans les enclaves Kwazulu vont travailler à Durban, ce qui est également le cas de ceux qui vivent dans des enclaves semblables de la banlieue de Port Elizabeth et East London.

En 1978, des 70 000 travailleurs israéliens de la Cisjordanie, 45 000 étaient des travailleurs légaux possédant un permis tandis que 25 000 d'entre eux étaient illégaux. Chacun de ces deux statuts comporte des avantages et des désavantages. Tout comme

5. Voir « The Suburbanization of the West Bank », *Toronto Star*, 15 novembre 1982.

6. J'en sais quelque chose puisque l'un de mes neveux se trouve sur la liste d'attente pour obtenir une maison en Cisjordanie.

en Afrique du Sud, le travail est organisé par un bureau de main-d'oeuvre où les hommes font la queue et sont sélectionnés pour un jour, une semaine ou un mois de travail. Mais les travailleurs de la Cisjordanie ne sont pas autorisés à faire partie des syndicats israéliens. En 1978, l'O.I.T. rapportait que les travailleurs palestiniens de la Cisjordanie recevaient seulement 40% du salaire israélien moyen. De plus, si on est un ouvrier licencié de la Cisjordanie travaillant en Israël, on déduira un autre 30 à 40% d'un salaire déjà moindre pour payer l'entrepreneur, la sécurité sociale, le fonds de pension et ainsi de suite, et ce, même si les travailleurs de la Cisjordanie ne sont pas éligibles à ces prestations⁷. Quant à ceux qui travaillent en Cisjordanie ou à Gaza, ils ne reçoivent que 25 à 35% du salaire israélien. Nous constatons donc que le modèle d'exploitation sud-africain qui nous est familier se reproduit également en Israël. Un des faits les plus révélateurs qui aient été dévoilés touche les Kibboutzim israéliens, ces communautés socialistes utopiques fondées sur le principe selon lequel tous devraient partager collectivement le travail et les profits et aucune main-d'oeuvre extérieure engagée. Ces mêmes Kibboutzim sont maintenant devenus des entreprises couronnées de succès. Les bénéfices sont toujours partagés mais le travail est fait par de la main-d'oeuvre arabe salariée. De mon point de vue, il s'agit là d'un aspect-clé pour comprendre comment se manifestent, dans ces petites enclaves socialistes en Israël, les lois de fer du nexus capital-travail.

■ Répression et militarisme

La répression et le militarisme sont l'objet du troisième thème principal dont je veux parler.

L'Afrique du Sud et Israël ont mis sur pied de redoutables forces militaires, y compris la force nucléaire. Dans une mesure plus ou moins grande, toutes deux se comportent en gendarmes de leurs régions, essayant de manipuler les gouvernements limitrophes avec la carotte ou le bâton — principalement avec le bâton.

Les deux puissances tentent de régionaliser leurs conflits intérieurs : l'Afrique du Sud en attaquant l'Angola, le Mozambique ou le Zimbabwe et Israël en attaquant le Liban et en s'efforçant d'annexer la Cisjordanie⁸.

Toutes deux se sont chargées d'administrer de vastes populations et se retrouvent face à des mouvements de libération de plus en plus importants. Il en a résulté une militarisation accrue des sociétés sud-africaine et israélienne, ce qui a conduit à l'érosion des valeurs et des comportements hautement civilisés pour le maintien desquels les groupes dominants prétendent se battre. J'approfondirai un peu plus cet aspect qui me semble se situer au coeur même du sujet.

Comme on le sait, une tendance croissante vers la droite s'est développée en Afrique du Sud, un « laager » grandissant ou une mentalité de siège de la part des Blancs. Toutes les ménagères ont un pistolet, reçoivent des leçons de tir, etc. Dans une certaine mesure, la même chose se passe en Israël. En Afrique du Sud, la tendance à droite a abouti en 1948 à la venue au pouvoir du Parti National et la prise de pouvoir par le bloc Likoud sous la direction de Menachem Begin en 1977 représente en Israël un événement similaire. Nous sommes habitués à l'orientation réactionnaire et militariste extrême de la société sud-africaine qui vient d'une base fondamentaliste déjà conservatrice⁹. Mais des observa-

7. Budeiry, M.K. (1982). « Changes in the Economic Structure of the West Bank and Gaza under the Israeli Occupation », *Labour, Capital and Society* 15(1): 46-63.

8. Les deux puissances pratiquent également l'assassinat de leurs adversaires en pays étrangers. En août dernier, l'Afrique du Sud assassinait par lettre piégée le distingué homme de science politique et membre de l'ANC, Ruth First. Quant à Israël, il s'adonne au même genre de pratiques à Rome, à Paris et ailleurs. Bien sûr, des attentats terroristes sont également commis contre des cibles israéliennes.

9. Cf. Moodie, T.D. (1975). *The Rise of Afrikanerdom*. Berkeley: University of California Press. Moodie trace le profil des structures idéologiques de la domination Afrikaner.

teurs sympathisants ne sont peut-être pas préparés au brusque virement à droite d'Israël. De nombreuses personnes, moi compris, ont longtemps considéré Israël comme une société humanitaire, une société basée sur les règles de la justice qui respecte les droits individuels, etc. Il fut un temps où on aurait parié qu'une telle chose ne pouvait arriver en Israël.

Je ne pense pas qu'on puisse encore maintenir une telle position, mais voyons ce qu'il en est¹⁰. Premièrement, même les ardents défenseurs de l'O.L.P. s'entendent pour dire que, malgré ses erreurs, Israël est la seule démocratie de la région. Deuxièmement, il est légitime de soutenir qu'Israël est un état encerclé qui se bat pour survivre dans un environnement hostile. Il est certainement vrai qu'ils ont été attaqués plus d'une fois par leurs voisins et qu'ils les ont repoussés. Un troisième aspect de la société israélienne concerne la force de son mouvement ouvrier, beaucoup plus fort que celui d'Afrique du Sud, et la présence administrative d'un gouvernement travailliste durant ses trente premières années d'existence. De plus, comme je l'ai souligné, Israël avait et a toujours une aile gauche forte qui représente la conscience d'Israël. Mais par-dessus tout, si on regarde la société israélienne comme une inspiration et un encouragement, on pourrait raisonnablement soutenir que, si un quelconque État devait respecter les droits de la personne, ce devrait être Israël, compte tenu du passé du peuple juif après des siècles de persécution et la terrible expérience de l'holocauste. Cet argument de taille a grandement contribué à freiner la critique d'Israël.

Cependant, en dépit de tout ceci, il devient de plus en plus évident que l'administration israélienne recourt à tous les mauvais tours utilisés par les régimes de pays comme l'Argentine, les Philippines, la Corée du Sud, le Zaïre, l'Afrique du Sud et d'autres États clients des États-Unis afin de maintenir les populations soumises. De plus, Israël semble afficher une agression extérieure dépassant celle de l'Afrique du Sud. Les révélations de la Commission d'Enquête Kahane sur les massacres de Sabra-Chatila démontrent l'importance de la complicité israélienne dans cette tragédie.

Pour remonter aux premières preuves de répression en Israël et dans les territoires occupés, on peut consulter les rapports annuels d'Amnistie Internationale et la Guilde Nationale des Avocats. En 1977, le Sunday Times de Londres publiait également une enquête détaillée sur la torture en Israël : une partie de leurs preuves a été corroborée par le Comité International de la Croix Rouge. On y rapportait l'utilisation de chocs électriques, coups et blessures, privation de sommeil et mutilation des organes génitaux des prisonniers, hommes et femmes. Il existe aussi des preuves de châtiments collectifs. Par exemple, si les membres d'un village de la Cisjordanie manifestent contre l'occupation israélienne, tout le village peut être éveillé au beau milieu de la nuit et tous les hommes du village forcés à tourner en rond sur la place du village. Une tactique de représailles souvent utilisée consiste à détruire les maisons et les commerces. Les autorités israéliennes admettent avoir détruit 1 200 édifices pour punir des délits individuels contre l'occupation ; d'autres sources estiment le nombre d'édifices détruits à 10 000. Une discussion mouvementée a eu lieu à ce sujet en Israël. Les autorités d'occupation ont soutenu qu'il est vraiment plus humanitaire de faire exploser la maison de quelqu'un avec de la dynamite que de détenir ou d'exécuter ses occupants. Reste quand même que, comme le souligne la Guilde Nationale des Avocats, elles rasant les édifices et détiennent les gens ; il ne s'agit donc pas véritablement d'une alternative.

■ Israël et l'Afrique du Sud : si le chapeau fait...

Avec tout ce qui se passe en Israël, je pense que nous devons nous demander pourquoi, jusqu'à l'invasion récente du Liban, on n'a pas entendu plus de cris de réprobation à ce sujet ? Je crois que les raisons en sont très complexes. La crainte des Progressistes et des Libéraux d'être étiquetés d'antisémites y joue un rôle. Nous sommes tous prompts à condamner l'Afrique du Sud, et avec raison. Mais il devient de plus en plus

10. Cf. Shorris, E. (1982) *Jews Without Mercy: A Lament*. New York: Anchor.

évident que les politiques d'Israël sont à peu près les mêmes ; pourquoi ne parlons-nous pas franchement avec plus de vigueur que nous ne le faisons ? Je crois que toute la question de l'antisémitisme — indéniablement un problème réel dans la société — est utilisée par les défenseurs d'Israël pour calomnier quiconque critique Israël, qu'il soit Juif ou non.

En dépit de l'anathème, c'est une question que nous devons regarder en face sans nous laisser intimider. Si les gens de bonne volonté ne parlent pas franchement, qui le fera ? Le *Committee of Concerned Canadian Jews* et plusieurs groupes parallèles aux États-Unis et ailleurs ont été formés pour montrer qu'existe, au sein de la communauté juive, une force disposée à faire face à la réalité. Il est sûrement possible d'être anti-Begin sans pour autant être taxé d'antisémite¹¹. Il faut justement briser cette logique, fautive et démagogique, qui fait équivaloir les deux positions.

Résumons. Comment pouvons-nous expliquer les causes de ces développements et l'évolution parallèle des deux États ? Je pense qu'on peut faire ressortir plusieurs éléments. Premièrement, l'Afrique du Sud et Israël semblent se développer selon le modèle prôné par Marx dans *Le Capital* quant à la nature de la relation capital-travail et plus spécifiquement sur la baisse des salaires et la création d'une armée de main-d'œuvre de réserve par le capital. Ce rapport a été amplement démontré par Wolpe, Legassick, Magubane, Saul et d'autres¹² dans le cas de l'Afrique du Sud. En Israël, la Cisjordanie remplit les mêmes fonctions de réserve de main-d'œuvre que les Bantoustans. Il y a convergence entre le retrait forcé des Palestiniens du territoire et les besoins du marché du travail israélien. Quand les paysans ne peuvent plus cultiver la terre, ils doivent se joindre au marché du travail et vendre leur force de travail au-delà de la Ligne Verte (frontières d'armistice de 1948) à l'économie israélienne. Israël a alors l'avantage supplémentaire de construire des logements pour classe moyenne sur la terre expropriée. Dans pareil cas, il existe donc une étroite relation entre la terre, l'offre de main-d'œuvre et l'habitation des classes moyennes.

Deuxièmement, clients de l'impérialisme américain, Israël et l'Afrique du Sud servent aussi, en fin de compte, les intérêts américains dans leur région. Ajoutons que le lobby d'Israël est beaucoup plus puissant que celui d'Afrique du Sud. On doit se rappeler qu'Israël est le bénéficiaire mondial no 1 de l'aide militaire américaine et qu'il est de plus le 7^e plus grand fournisseur d'armes au monde. Pendant des décennies, les officiers israéliens ont suivi les mêmes programmes d'entraînement et les mêmes cours d'endoctrinement que d'autres clients militaires des États-Unis. De plus en plus, les États-Unis donnent aux Israéliens des sous-contrats d'aide et d'entraînement militaire. La liste actuelle des clients d'Israël comprend les régimes ultra-répressifs d'Argentine, de Bolivie, du Chili, du Salvador, du Guatemala, d'Haiti, du Honduras, de Thaïlande et du Zaïre aussi bien que celui d'Afrique du Sud¹³.

Un troisième point concerne la question cruciale des transformations idéologiques que subissent les groupes dominants comme résultat de la tâche de répression qu'ils se sont arrogée. En fouillant dans le passé des Boers et des Juifs, on se rend compte que tous deux ont une solide idéologie de persécution, de victimes d'ennemis étrangers puissants. L'histoire tragique des Juifs Européens est universellement reconnue mais il ne faudrait pas oublier un fait crucial ; les Afrikanders ont eu, eux aussi, leur holocauste : des milliers

11. On devrait tout aussi bien pouvoir critiquer le sionisme dans sa forme expansionniste actuelle sans être taxé d'antisémite.

12. Notamment, voir les travaux de : Legassick, M. et D. Henson (1976) *Foreign Investment and the Reproduction of Racial Capitalism in South Africa*. London : The Anti-Apartheid Movement ; Magubane, B. (1979) *The Political Economy of Race and Class in South Africa*. New York : Monthly Review Press ; Wolpe, H « Capitalism and Cheap Labour Power in South Africa : from Segregation to Apartheid ». *Economy and Society*, novembre 1972.

13. Cf. Shahak, I. (1982) *Israel's Global Role : Weapons for Repression*. Belmont (Mass.) : Association of Arab-American University Graduates. (introduction by Noam Chomsky), and Abu-Lughod, J. (1982) « Israeli Settlements in Occupied Arab Land : Conquest to Colony », *J. Palestine Stud.* 11(2) : 16-54.

d'Afrikanders sont morts dans des camps de concentration britanniques surpeuplés durant la Guerre des Boers et ce sentiment de persécution est un élément important de la littérature Afrikander et de sa vision nationale du monde. Le même sentiment de persécution représente un élément dominant de la volumineuse littérature sur le sionisme après la seconde guerre mondiale. Leurs expériences passées ont donc donné aux deux peuples un désir ardent de survivre d'abord et, à long terme, de devenir politiquement et militairement assez forts pour que personne ne puisse à nouveau leur faire subir le même sort.

Mais une fois au pouvoir, une transformation fondamentale prend place ; cette persécution est transformée en persécution des autres ; la victime se transforme en bourreau et le prisonnier en gardien. En essayant de trouver une explication à cette transformation, j'ai commencé à lire sur l'histoire et les théories du fascisme de type italien, japonais, allemand et espagnol. Ces doctrines fascistes partagent, entre autres, un puissant sentiment de persécution : l'Italie a été dégradée mais elle va maintenant redevenir puissante ; l'Allemagne a été vaincue mais elle va maintenant se réaffirmer dans toute sa grandeur. Mais les actes mêmes de domination pratiquée actuellement par les armées sud-africaine et israélienne sont encore plus contraignants que ces analogies historiques. L'usage même de la terreur, de la force et de l'oppression conditionne l'utilisateur à les employer davantage : la terreur est une spirale qui conduit à l'utiliser de plus en plus, un durcissement et un engourdissement psychologiques de l'âme qu'on pourrait appeler « dépendance psychologique réelle à la terreur ». Ce sentier, ce chemin vers l'État-Terreur ne me semble pas pouvoir être évité dans le cas israélien, aussi longtemps que leurs politiques les forcent à administrer un million et demi de Palestiniens et autres Arabes en Cisjordanie, à Gaza et, maintenant, au Liban. Si Israël veut éviter de ressembler davantage à l'Afrique du Sud, la seule solution consiste à renoncer à ces morceaux de propriété foncière. C'est la position qu'a adoptée le mouvement « Paix Maintenant » en Israël. « Oui », soutiennent-ils, « il serait physiquement possible pour l'État d'Israël d'annexer tous ces territoires et d'administrer ces populations soumises. Mais quel en serait l'impact sur le caractère de l'État et des gens d'Israël ? » Le mouvement de paix israélien entrevoit très clairement les choix qui s'offrent. Actuellement, la seule chose nécessaire est de convaincre la communauté juive nord-américaine, les gouvernements américain et israélien de la sagesse de cette façon de procéder. C'est possible, mais il reste peu de temps.

(Texte inédit en anglais traduit par Jocelyne Jacques)